

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

**G/SCM/Q2/TUR/12**

29 mars 1999

(99-1247)

**Comité des subventions et des  
mesures compensatoires**

Original: anglais

## SUBVENTIONS

### Réponses aux questions posées par le MEXIQUE<sup>1</sup>, la POLOGNE<sup>2</sup> et les ÉTATS-UNIS<sup>3</sup> concernant la nouvelle notification complète de la TURQUIE<sup>4</sup>

La Mission permanente de la Turquie a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après, datée du 22 mars 1999.

## QUESTIONS POSÉES PAR LE MEXIQUE

### Question 1

**Sous quelles conditions l'Eximbank turque accorde-t-elle les crédits à court, moyen et long termes?**

### Réponse

La majorité des programmes de crédit à l'exportation à court terme visent à fournir un soutien financier aux exportateurs turcs ou à leurs fournisseurs dès les premiers stades de la production. Ces facilités ont pour objet d'accroître la compétitivité des exportateurs turcs sur les marchés étrangers. Les crédits sont accordés sous réserve d'engagements d'exporter correspondant à la valeur f.a.b. déclarée des exportations qui doivent être réalisées pendant la période de crédit. Ces crédits sont destinés aux secteurs agricole, minier et industriel, quel que soit le pays de destination.

Les crédits à l'exportation à court terme accordés par l'Eximbank turque sont versés soit par l'intermédiaire de banques commerciales turques, soit directement aux clients contre une garantie bancaire. En ce qui concerne les crédits à l'exportation, les banques commerciales s'engagent en cas de risque de défaillance des entreprises, et appliquent des majorations et/ou exigent des garanties supplémentaires afin d'être elles-mêmes couvertes. Les banques commerciales sont très désireuses de participer aux programmes de prêts indirects de l'Eximbank turque, non seulement parce qu'elles

---

<sup>1</sup> G/SCM/Q2/TUR/10.

<sup>2</sup> G/SCM/Q2/TUR/11.

<sup>3</sup> G/SCM/Q2/TUR/9.

<sup>4</sup> G/SCM/N/38/TUR + Suppl.1.

peuvent ajouter une marge aux taux d'intérêt offerts par cette dernière, mais aussi parce que ces programmes sont d'utiles instruments de commercialisation. Le fait d'être une banque commerciale agréée attire les exportateurs qui souhaitent obtenir un financement au titre des programmes de l'Eximbank. Si ces exportateurs ont d'autres besoins de financement ou de produits financiers allant au-delà de ceux offerts par l'Eximbank, ils sont davantage enclins à s'adresser à la banque qui s'est chargée de leur demande auprès de l'Eximbank. Pour être sélectionnées, les banques commerciales doivent être solvables et réputées avoir des activités liées au commerce extérieur, conformément aux règles de l'Eximbank.

Dans le cadre des lignes de crédit destinées à des sociétés de commerce extérieur, de programmes de crédit en devises et en livres turques lié aux résultats à l'exportation, du programme d'escompte du crédit à court terme à l'exportation et du programme de commercialisation du tourisme, l'Eximbank turque offre des financements directement aux exportateurs.

### **Crédit à l'exportation à moyen et à long terme**

Conformément aux pratiques des organismes de crédit à l'exportation d'autres pays, l'Eximbank se concentre de plus en plus sur des programmes de crédit à l'exportation à moyen et à long terme, notamment en soutenant des initiatives de financement de projets. La plupart de ces programmes consistent à accorder des crédits même si certaines activités d'assurance et de garantie entrent également dans cette catégorie.

Les programmes de soutien financier à moyen et à long terme ont été essentiellement conçus pour l'exportation de biens d'équipement et la réalisation de projets d'investissement clé en main par des entrepreneurs turcs. Dans leur majorité, ces programmes comprennent aussi l'offre de facilités de financement aux étrangers qui achètent des produits et/ou des services turcs. Étant donné que l'Eximbank peut offrir des conditions de paiement différé aux acheteurs, les exportateurs turcs sont en mesure de répondre à des appels d'offres. Ces facilités de crédit permettent aux exportateurs et aux entrepreneurs turcs d'établir des relations à long terme avec des pays emprunteurs et d'accroître leur compétitivité.

Dans le cadre du programme de crédit acheteurs/d'assurance/de garantie, qui l'oblige à exercer une grande partie de ses activités à moyen et à long terme, l'Eximbank turque permet aux étrangers d'acheter des produits et services turcs à des conditions de paiement différé. Par ailleurs, la Banque assure aux entrepreneurs turcs un environnement exempt de risques. Pour ce qui est de la mise en œuvre de ce programme, elle travaille en étroite collaboration avec d'autres organisations, telles que la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD), la Banque asiatique de développement (BAD), ainsi qu'avec d'autres organismes de crédit à l'exportation tels que l'Eximbank américaine, la COFACE, l'OND, l'IFTRIC, la SEE et Hermes afin de faciliter le cofinancement ou la coassurance de nouveaux projets.

Dans le cadre de ses programmes annuels qui ont été approuvés par le Comité suprême consultatif et d'orientation du crédit, l'Eximbank turque ouvre des lignes de crédit, sous garantie souveraine, à des banques et institutions financières correspondantes dans divers pays. En ce qui concerne ces programmes, des facilités de financement sont accordées tant pour des exportations que pour des projets, qui peuvent prendre la forme de prêts directs, d'assurances ou de garanties.

Le *financement commercial* s'entend du crédit accordé pour une durée de deux ans au maximum afin de faciliter les exportations de marchandises. Le *financement de projets* est généralement une facilité à moyen ou à long terme qui concerne expressément les grands projets dont les recettes serviront à terme à rembourser la dette contractée pour leur financement et dont la mise en œuvre est assurée par des entrepreneurs turcs qui interviennent en tant que maîtres d'œuvre ou sous-traitants.

S'agissant du financement à l'exportation, la période de remboursement varie en fonction de la nature des marchandises. Pour ce qui est du financement de projets, l'Eximbank turque peut, conformément aux lignes directrices internationales, financer jusqu'à 85 pour cent de la valeur contractuelle de la part du projet devant être réalisée par des entreprises turques. Les périodes de remboursement prévues pour les programmes de financement de projets sont fixées en fonction de la nature du projet concerné et des recettes escomptées. L'Eximbank turque préfère s'attacher à mettre en place des programmes commercialement viables plutôt que des projets d'infrastructure.

En général, l'Eximbank turque sélectionne les pays auxquels elle accordera dans ses programmes annuels, sous garantie souveraine, des lignes de crédit et des facilités d'assurance au titre du programme de crédit acheteurs. Des accords sont signés avec ces pays au niveau gouvernemental. Toutefois, la Banque est désormais disposée à examiner, sans garantie souveraine, des programmes de financement de projets selon leurs particularités. Dans ces cas, d'autres formes de garantie et un nantissement sont nécessaires.

Lorsqu'elle accorde un financement aux exportateurs turcs, l'Eximbank turque prend soin de se conformer aux règles et aux réglementations du marché qui sont reconnues à l'échelle internationale. Par ailleurs, elle observe pleinement le consensus de l'OCDE qui établit, pour deux ans ou plus, les lignes d'orientation des crédits à l'exportation bénéficiant d'aides publiques.

## **Question 2**

**De quelle manière fonctionne le Programme de lettres de garantie pour la construction et l'exportation de navires?**

### **Réponse**

#### **Définition et portée du crédit**

Le Programme de lettres de garantie pour la construction et l'exportation de navires permet d'offrir des facilités de crédit à l'exportation aux chantiers navals turcs afin d'accroître leurs parts sur les marchés internationaux. Dans le cadre de ce programme, des sociétés turques associées à la construction et/ou à l'exportation de navires reçoivent des lettres de garantie leur permettant de trouver un financement auprès de banques tant nationales qu'étrangères, ou d'obtenir de l'acquéreur un préfinancement sous forme soit d'acomptes, soit de versements échelonnés.

En ce qui concerne la construction de navires, les lettres de crédit sont accordées sous réserve d'engagements:

- de construire et d'exporter le navire en question au cours de la période visée par la lettre de garantie;
- de faire entrer dans le pays les devises nécessaires conformément à la législation en la matière et les vendre à une banque.

#### **Définition et portée de la garantie**

La lettre de garantie couvre, dans les limites fixées par l'Eximbank turque, les éléments suivants:

- le capital et les intérêts des crédits accordés par les banques commerciales nationales et étrangères ou par les institutions financières dans le cadre du financement préexportation du navire devant être construit et exporté;

- les acomptes et le solde versé par l'acquéreur au terme de la construction du navire, lorsqu'il n'est pas recouru au crédit;
- le capital et les intérêts de la lettre de garantie émise par la banque faisant office de garant, dans les cas où une contre-garantie est remise à la banque de l'acquéreur.

### **Montant et échéance de la lettre de garantie**

Le montant et l'échéance de la lettre de garantie sont fixés par l'Eximbank turque pour chaque navire, sur la base du contrat conclu entre l'acquéreur et le fournisseur.

### **QUESTIONS POSÉES PAR LA POLOGNE**

#### **Subventions à l'agriculture**

##### **Question 1**

**La Turquie est priée de donner des renseignements plus détaillés sur ces programmes de subventions eu égard aux dispositions de l'article 25.3 de l'Accord SMC. En particulier, nous aimerions connaître la durée de ces programmes et leur fondement juridique dans la législation nationale.**

##### **Réponse**

Pour des renseignements détaillés au sujet des subventions à l'agriculture, veuillez vous reporter à la notification distribuée récemment sous couvert du document G/SCM/N/38/TUR/Suppl.1/Rev.1, daté du 8 mars 1999, qui a remplacé le document G/SCM/38/TUR/Suppl.1.

#### **Système d'encouragement à l'investissement**

##### **Question 2**

**Nous croyons comprendre que ce programme en est au premier stade de sa mise en œuvre. Serait-il possible néanmoins d'obtenir des renseignements sur le montant de l'aide déjà accordé au titre de ce programme (il serait très utile que ces données soient ventilées en fonction des différentes formes d'aide indiquées aux alinéas a) à g) du paragraphe 5)?**

##### **Réponse**

Nous souhaitons tout d'abord indiquer que les principaux éléments du système d'encouragement à l'investissement relèvent de la fiscalité et que ce système repose sur un mécanisme de certificats pro forma qui empêche l'investisseur de bénéficier des éléments d'encouragement s'il ne procède pas effectivement à l'investissement. Il est impossible, si l'investissement n'est pas réalisé, de connaître les chiffres exacts des recettes fiscales sacrifiées.

- a) Exonération des droits de douane

Données non disponibles.

- b) Prime à l'investissement

Données non disponibles.

c) Aide à la taxe sur la valeur ajoutée pour l'achat de machines et d'équipement

Aucune donnée spécifique n'est actuellement disponible étant donné que les projets pour lesquels des certificats ont été délivrés en 1998 n'ont pas encore été réalisés.

d) Exonération des droits fiscaux et des redevances

Données non disponibles.

e) Soutien aux dépenses d'énergie

Ce type d'encouragement n'a pas été mis en œuvre.

f) Attribution de terrains

Données non disponibles.

g) Crédits accordés dans le cadre du fonds

Ce type d'encouragement, tel que prévu dans le Décret n° 98/10755, était uniquement destiné aux petites et moyennes entreprises (PME); le montant total des crédits attribués aux PME en 1998 s'est élevé à 155 000 milliards de livres turques.

### **Programmes de crédit**

#### **Question 3**

**Les programmes de crédit à l'exportation cités dans le document constituent-ils des subventions prohibées au sens de l'article 3.1 a) de l'Accord SMC?**

**Dans l'affirmative, ont-ils été notifiés conformément à l'article 28.1 a) de l'Accord SMC?**

**Au sujet des points mentionnés ci-dessus, la Turquie pourrait-elle donner des explications sur la durée de ces programmes eu égard à l'article 27.4 de l'Accord SMC et sur le fait que celle-ci n'a pas été précisée dans sa notification?**

#### **Réponse**

Conformément à la définition des subventions prohibées donnée à l'article 3.1 a) et b), les subventions subordonnées aux résultats à l'exportation, y compris celles qui sont énumérées à titre d'exemple à l'annexe I, sont prohibées pour tous les Membres de l'OMC, sauf pour les pays en développement, compte tenu de la durée de ces subventions.

Ainsi qu'il est indiqué dans la note de bas de page n° 5 relative à l'article 3, les mesures désignées dans l'annexe I comme ne constituant pas des subventions à l'exportation ne seront pas prohibées en vertu de cette disposition, ni d'aucune autre disposition du présent accord.

À cet égard, les paragraphes j) et k) de l'annexe I (Liste exemplative de subventions à l'exportation) expliquent dans quelles situations les programmes de crédit à l'exportation, de garantie et d'assurance mis en place par les pouvoirs publics ou des organismes spéciaux contrôlés par eux constituent des subventions prohibées, de sorte que les programmes de même nature mis en œuvre par l'Eximbank turque sont pleinement conformes aux dispositions de ces paragraphes.

Après l'établissement de l'Union douanière entre la Turquie et l'UE au début de 1996, la Turquie a pris les dispositions nécessaires pour harmoniser sa législation avec celle de l'UE dans des domaines connexes, y compris en ce qui concerne les crédits à l'exportation bénéficiant d'une aide publique. Dans ce contexte, les principes du consensus de l'OCDE relatifs aux crédits à l'exportation bénéficiant d'une aide publique dont le remboursement est prévu à l'échéance de deux ans ou plus ont également été adoptés.

L'Eximbank turque est membre à part entière de l'Union de Berne, qui est une association internationale d'assureurs de crédits à l'exportation. En outre, la Turquie est récemment devenue membre du Groupe sur les crédits et garanties de crédit à l'exportation, un organe subsidiaire de l'OCDE.

## QUESTIONS POSÉES PAR LES ÉTATS-UNIS

### Question 1

**En ce qui concerne le "Décret relatif aux encouragements de l'État aux investissements et au Fonds d'encouragement à l'investissement", sur quelle période la notification porte-t-elle?**

#### Réponse

Comme l'indique l'intitulé du "Décret relatif aux encouragements de l'État aux investissements et au Fonds d'encouragement à l'investissement" reproduit dans la notification, le programme est un mécanisme d'encouragement à l'investissement. Ce décret, qui est le plus récent document législatif en vigueur, a été publié au Journal officiel le 25 mars 1998.

Ce système constitue la plus récente et la plus simple des initiatives prises par l'État en matière d'encouragements à l'investissement. Ainsi qu'il a été indiqué dans la notification, il repose principalement sur des instruments de nature fiscale mis en œuvre sur la base de certificats.

Tant que les investissements ne sont pas réalisés, il est impossible d'évaluer le montant exact des éléments d'encouragement dont l'octroi est prévu dans les certificats délivrés pour des projets d'investissement, et notamment en ce qui concerne les recettes fiscales sacrifiées dans le cadre de ce mécanisme.

**a) Quels facteurs ont été pris en compte pour établir les différentes classifications régionales?**

#### Réponse

Il existe en Turquie trois catégories de régions différentes définies en fonction des disparités qui existent entre leurs niveaux de développement. Parmi les 80 provinces actuelles, 49 sont classées en tant que régions de développement prioritaire, sept en tant que régions développées (Istanbul, Kocaeli, Ankara, Izmir, Bursa, Adana et Antalya) et les autres en tant que régions normales.

Plusieurs facteurs nous ont permis d'opérer une distinction entre les régions. Nous avons tout d'abord utilisé un modèle statistique faisant intervenir 58 variables afin de déterminer le niveau de développement socio-économique des provinces. Ce modèle fait appel à une méthode statistique qui comprend de nombreuses variables et une analyse des principales composantes visant à obtenir un indice composite des valeurs. Les domaines dans lesquels ces variables ont été définies sont les suivants: démographie, emploi, formation, santé, industrie, agriculture, construction, infrastructure et finance. L'étude a été renouvelée certaines années, par exemple en 1973, 1980, 1985, 1990 et 1996, et porte sur une période de près de 25 ans.

D'autres facteurs importants nous ont permis d'établir la distinction précitée entre les provinces, tels que les chiffres du PIB par habitant ainsi que des statistiques concernant l'emploi, l'industrie, la formation et le bien-être social.

Ces matrices d'évaluation ont été prises en compte pour déterminer le niveau des disparités entre les régions.

**b) Quel est le montant estimé de la subvention?**

Réponse

Le mécanisme peut être défini comme un système de certificats pro forma, qui empêche l'investisseur de bénéficier des éléments d'encouragement s'il ne procède pas effectivement à l'investissement. Cela étant, il est impossible d'évaluer le montant exact des recettes fiscales sacrifiées tant que l'investissement n'a pas été réalisé. Par exemple, l'élément d'encouragement dénommé "prime à l'investissement" est une sorte d'exonération de l'impôt sur le revenu ou sur les sociétés dont l'octroi est subordonné à deux conditions principales; 1) les dépenses prévues dans le certificat doivent être effectuées (intégralement) et 2) le titulaire du certificat doit avoir réalisé un profit. Lorsque ces conditions sont respectées, toutes les dépenses connexes sont calculées pour chaque projet sur la base des déclarations fiscales de la société et sur tous les éléments de nature fiscale qui s'inscrivent en lien direct avec la loi fiscale générale et qui s'appliquent conformément à celle-ci. Au vu du temps nécessaire pour réaliser un investissement (ce qui prend en moyenne de deux à trois ans et parfois de cinq à dix ans selon la taille du projet), il est possible de comprendre pourquoi l'évaluation des résultats est difficile.

**c) Quelle est la durée de la subvention?**

Réponse

La période de mise en œuvre du système d'encouragement à l'investissement n'a pas été fixée; le système en vigueur peut faire l'objet de modifications en fonction des besoins économiques et des obligations internationales.

---